

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Le Sommet francophone
et les francophones hors-Québec

Allocution de Mme Monique Landry,
ministre des Relations extérieures,
devant les clubs Richelieu
de la région d'Ottawa

Canada

OTTAWA, ONTARIO

le 11 février 1987

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse de m'adresser ce soir aux clubs Richelieu de la région d'Ottawa. Depuis sa fondation, ici même à Ottawa, en 1944, le club Richelieu a joué un rôle important dans la promotion du français à travers le Canada. Aujourd'hui, ce mouvement rayonne dans huit pays sur trois continents. Cette tribune est donc particulièrement propice à l'évocation du rôle des francophones hors-Québec dans le Sommet de la Francophonie.

Je ne saurais trop insister, tout d'abord, sur l'importance historique que l'année qui vient de commencer revêt pour le Canada. Par le Sommet des pays francophones, qui se tiendra à Québec en septembre prochain, le Canada s'affichera en effet, de la façon la plus éclatante de son histoire, comme un pays où la langue française est un des véhicules principaux du développement et des rapports avec une large communauté de pays étrangers.

Il y a quelques années seulement, cet événement semblait à peine possible. Mais grâce à l'ouverture d'esprit et la ferme volonté de notre premier ministre, M. Brian Mulroney, qui a mené efficacement une politique de réconciliation nationale, le Canada sera l'hôte, cette année d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernements partageant l'usage de la langue française.

L'idée d'un tel Sommet, depuis longtemps exprimée et souhaitée notamment par de grands Africains comme les présidents Senghor du Sénégal et Bourguiba de Tunisie, n'avait jamais pu se réaliser. Ne nous le cachons pas, un des obstacles à cette réunion des pays francophones a toujours été la difficulté de réunir le gouvernement fédéral et le Québec à une même table dans le respect des attributions légitimes de chacun dès lors qu'il s'agissait d'une participation commune à une rencontre internationale.

Il était grand temps que soit levée cette hypothèque qui pesait sur le développement des relations Canada-France-Québec. Or, dès novembre 1984, lors de la visite au Canada du premier ministre français d'alors, M. Laurent Fabius, le premier ministre Mulroney reconnaissait la légitimité des relations directes entre Québec et Paris dans la mesure où elles visent des sujets qui ne heurtent pas les compétences fédérales. Cette attitude nouvelle a permis le début de négociations qui allaient mener, à peine un an plus tard à la conclusion d'un accord permettant la participation du Québec et du Nouveau-Brunswick à un Sommet, des chefs d'Etat et de gouvernement.

Ainsi donc, un an après son élection comme premier ministre du Canada, M. Mulroney parvenait à dénouer l'inbroglio qui bloquait depuis 15 ans l'organisation d'un Sommet des pays francophones. Ce faisant, il ouvrait large les portes à un rôle accru de la Francophonie canadienne face aux enjeux qui la concernent au premier titre.

En février 1986, lors du premier Sommet des pays francophones, à Paris, le Canada, représenté par M. Mulroney, a fait la preuve qu'il était un partenaire important pour tous les pays qui regroupent les 200 millions de francophones à travers le monde.

Et en plus de consacrer définitivement, sur la scène internationale l'originalité de son identité culturelle et linguistique, lors de ce premier Sommet, le Canada exerçait aussi son avantage indéniable de participer de plein droit à deux grands mouvements, le Commonwealth et la Francophonie qui regroupent à eux seuls plus de la moitié des pays du globe. Cette double appartenance découlant du caractère bilingue de notre pays sera soulignée cette année par la tenue du Sommet du Commonwealth, à Vancouver, un mois environ après celui de la Francophonie.

J'ai déjà fait allusion au courage et à la vision de M. Mulroney qui ont rendu possible la naissance de ce nouveau forum international qu'est le Sommet de la Francophonie. Mais il faut aussi rendre hommage à la détermination, la persévérance et la sagesse qu'ont manifestées au Canada plusieurs générations de francophones.

Très tôt dans leur histoire, les francophones du Canada ont compris la nécessité d'être solidaires pour conserver leur héritage culturel et linguistique. Les Franco-Ontariens, par exemple, savent quelle influence peut être exercée par des associations à caractère culturel, économique, éducatif, corporatif, humanitaire ou régional. Les clubs Richelieu sont un brillant exemple de cette volonté de

regroupement qui unit les francophones vivant dans des provinces où le français n'est pas la langue de la majorité.

En même temps que les francophones québécois affirmaient avec une assurance grandissante l'originalité de leur culture, les francophones des autres régions du Canada ont résolu de faire entendre leur voix avec plus de fermeté par exemple en regroupant en 1975 leurs associations provinciales en une seule fédération, celle des Francophones hors-Québec.

En tant que ministre des Relations extérieures, donc responsable des institutions francophones internationales, et du Sommet des pays ayant en commun l'usage du français, je veux vous assurer que je prêterai une oreille attentive à toutes les suggestions et demandes de la Fédération, comme des autres regroupements de francophones hors-Québec, en vue du Sommet de Québec.

Mon prédécesseur dans ce portefeuille, Mme Monique Vézina avait convié, avant le Sommet de Paris, diverses associations et personnalités francophones du Canada à une séance de travail. Le Premier ministre avait par la suite invité le président d'alors de la Fédération des francophones hors-Québec, M. Gilles Leblanc, à faire partie de la délégation canadienne lors du Sommet de Paris.

J'ai moi-même rencontré, le 11 décembre, le comité exécutif représentant quelque quarante organisations francophones. Cette rencontre nous a permis d'examiner plusieurs façons par lesquelles les

francophones de l'extérieur du Québec pourraient être associés au Sommet de Québec. J'ai l'intention de poursuivre ce dialogue et ces consultations de façon assidue.

Je ne crois pas que tous les francophones canadiens puissent avoir un meilleur représentant au Sommet que le premier ministre

Mulroney, qui a su s'entendre avec le Québec et le Nouveau-Brunswick, comme je l'ai déjà dit, pour que la réalité canadienne puisse s'exprimer dans la francophonie.

Pourtant les francophones de l'Ontario pourraient participer de la façon la plus directe à la réalisation de la Francophonie mondiale. Mon gouvernement, en effet, continue d'espérer que le gouvernement ontarien reconnaitra bientôt la langue française de façon officielle. Nous reconnaissons bien sûr que des progrès importants ont été réalisés pour faciliter aux francophones l'accès aux services et à l'éducation dans leur langue. La culmination de ce progrès pourrait être la reconnaissance du français comme langue officielle en Ontario. En reconnaissant ainsi l'apport important qu'ont fait et continuent de faire les Franco-Ontariens à son développement, la province la plus peuplée et la plus prospère du Canada pourrait espérer se prévaloir de la même entente qui définit la participation du Québec et du Nouveau-Brunswick au Sommet de la Francophonie. Au Sommet de Paris, le ministre ontarien Bernard Grandmaître avait été invité à représenter le gouvernement ontarien. La délégation canadienne aurait tout à gagner de la contribution d'un représentant du gouvernement de la province où vit

la plus importante concentration de francophones de l'extérieur du Québec. Et l'Ontario aurait tout à gagner d'une participation pleine et entière à la Francophonie.

Il s'agit avant tout d'une question de justice et de logique. Mais je crois que la décision éventuelle de l'Ontario de participer directement aux travaux du Sommet francophone serait fondée, aussi, sur le plan des considérations pratiques.

En effet, il ne faudrait pas voir la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française comme une sorte de festival politico-folklorique où on exalte les beautés de la langue française.

La position du Canada est on ne peut plus claire: les travaux du Sommet francophone, pour être utiles au plus grand nombre de participants, doivent être orientés vers l'élaboration et la réalisation de projets concrets, réalisables. Quelques jours avant de quitter le Canada pour se rendre au premier Sommet de la Francophonie, le premier ministre Mulroney déclarait: "il est primordial de placer ce Sommet sous le signe de l'efficacité et du concret. La Francophonie sera agissante ou elle ne sera pas."

Effectivement, lors du Sommet de Paris, les chefs d'Etat et de gouvernement ont regroupé les projets soumis en cinq grands réseaux, qui ont été constitués à partir des grands axes de développement et de renforcement de la Francophonie internationale. On a ainsi confié au

Canada la direction du réseau de la Culture et des Communications, où notre expertise pourra être mise à profit. Certains projets sont déjà en bonne voie de réalisation, comme par exemple l'extension à l'Amérique du Nord du réseau de télévision international en langue française, TV-5, qui doit entrer en ondes à l'automne. Imaginez le rôle que pourrait y jouer la chaîne française de TVO et les bénéfices qu'elle pourrait en tirer.

Le Québec, pour sa part, animera le réseau de l'Energie. La contribution fédérale y est aussi importante; j'ai récemment annoncé, par exemple, la conclusion d'un accord avec l'École des hautes études commerciales pour la formation de gestionnaires de l'industrie pétrolière de pays du tiers-monde, un projet qu'avaient mis de l'avant les participants au Sommet de Paris. Nous assumons aussi plusieurs initiatives proposées dans les trois autres réseaux d'action, soit l'agriculture, l'information scientifique et technique, et les industries de la langue.

Comme vous le voyez, la participation au Sommet de la francophonie peut amener une application internationale des compétences canadiennes qui ne peut qu'être bénéfique à notre économie.

Il ne faut pas pour autant voir notre participation à la francophonie internationale comme une opération commerciale, un moyen d'accaparer subrepticement des marchés étrangers. N'oublions pas, en effet, que la majorité des pays participant au Sommet de la francophonie sont des pays en voie de développement. Comme ministre responsable de

l'Agence de développement international, je m'assurerai que les besoins immenses et urgents des populations du tiers-monde reçoivent l'attention qu'on leur doit en priorité.

Le Sommet de la Francophonie est aussi un nouveau forum de concertation internationale. Le Canada peut et veut y élargir son champ d'action politique. Il jouit d'une position unique pour travailler au renforcement de la concertation multilatérale et à la diminution des antagonismes qui entravent trop souvent la recherche en commun de solutions aux grands problèmes. On l'a vu, lors du Sommet de Paris, par l'adoption, à notre instigation, d'une déclaration commune des participants contre l'apartheid, qui est un élément fondamental de notre politique en Afrique.

Mais peut-être vous demandez-vous toujours: qu'est-ce que c'est au juste que ce Sommet de la Francophonie qu'on semble vouloir nous vendre?

On nous dit que ce n'est pas qu'une rencontre culturelle.

Que ce n'est pas une initiative commerciale. On y discute de politique et d'économie mais on est aussi très préoccupé par l'aide au développement. Ce n'est pas tout à fait comme le Commonwealth. Mais ce n'est pas non plus une idée abstraite, ce serait plutôt un outil de réalisations concrètes, modernes qui vise à aider la communauté francophone internationale à relever les défis de la modernité."

Je vous répondrai directement et simplement: la francophonie est ce que nous francophones du Canada sommes et serons.

Et, dans ce sens, votre contribution, à vous francophones hors-Québec, est déjà faite. Parce que vous êtes encore, aujourd'hui, ce que vos parents, vos grands-parents et vos arrière-grands-parents ont souhaité que vous soyez, vous avez déjà, contribué à façonner un pays original, riche, qui fait l'admiration des autres pays francophones.

Parce que vous avez protégé, dans des circonstances parfois pénibles et jamais faciles, le flambeau de la langue française en terre d'Amérique, le Canada peut maintenant prendre sa place au premier rang des pays francophones du monde.

S'il me fallait donc, ce soir, proposer une définition de la francophonie, je n'aurais pas à chercher très loin. Partout où un être humain, pour s'exprimer, pour se réaliser pleinement, fait appel à la langue française, c'est là que se trouve la Francophonie.

Et le Sommet c'est le moyen de réunir ces forces vives, de les faire échanger et agir. Chacun d'entre vous, donc, qui, à Ottawa, à Vanier, à Orléans ou ailleurs, vit en français a largement mérité son sommet de la Francophonie.

Il est grand temps qu'on le reconnaisse, ici même.